



L'effet Trump en Amérique latine : une nouvelle donne régionale ?

Olivier Dabène

► To cite this version:

Olivier Dabène. L'effet Trump en Amérique latine : une nouvelle donne régionale ?. Les Études du CERI, 2018, 233-234, pp.4 - 8. 10.25647/etudesduceri.233-234.01 . hal-03471736

HAL Id: hal-03471736

<https://sciencespo.hal.science/hal-03471736>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Introduction

L'effet Trump en Amérique latine : une nouvelle donne régionale ?

Olivier Dabène

En Amérique latine comme dans le reste du monde, la campagne électorale de 2016 aux Etats-Unis a suscité un effroi que la première année du mandat de Donald Trump n'a en rien dissipé. Le Mexique, notamment, a accueilli avec stupéfaction et colère les multiples insultes du candidat puis du président Trump. Le choc a été rude. Après avoir orchestré pendant vingt-cinq ans la nord-américanisation du pays, les élites mexicaines se sont vues sommées de financer la construction d'un mur supposé protéger les Etats-Unis des vagues migratoires en provenance du sud. Elles ont aussi été invitées à renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) que Trump juge responsable de la destruction d'emplois industriels dans son pays. Ailleurs dans le continent, les tweets de Trump n'ont pas permis de dessiner les contours d'une politique cohérente, mais sur certains dossiers comme Cuba ou le Venezuela, un déphasage est vite apparu entre la brutalité des annonces et la modestie des mesures prises.

A plusieurs reprises au cours de son histoire contemporaine, l'Amérique latine a dû faire face à des vents contraires soufflant de Washington. L'agressivité de la diplomatie nord-américaine, ou tout simplement le désintérêt et le mépris, symbolisés par la politique du *benign neglect* de Kissinger/Nixon dans les années 1969-1974, ont conduit les Latino-américains à unir leurs efforts. Le « latinoaméricanisme » a un temps reflété une volonté d'émancipation politique qui s'est incarnée dans le Consensus de Viña del Mar de 1969¹.

L'année 2017 s'est présentée sous les mêmes auspices. Une grande activité diplomatique dans la région a notamment permis à la convergence entre le Marché commun du Sud (Mecosur) et l'Alliance du Pacifique de progresser. Pour autant, deux obstacles dirimants ont empêché la collaboration entre Latino-américains de déboucher sur une relance vigoureuse du régionalisme : la longue crise brésilienne² prive l'Amérique latine de leadership, et le continent est divisé au sujet du Venezuela. Alors qu'un petit groupe de pays continue de soutenir Nicolás Maduro et la révolution bolivarienne, les autres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la méthode à employer pour amener le président vénézuélien à la raison.

Trump et l'Amérique latine

Dès le lendemain de sa prise de fonction le 20 janvier 2017, Donald Trump passe à l'offensive. Le nouveau président annonce le lancement de la construction du mur sur la frontière mexicaine, et promet que le Mexique en assumera le coût estimé à quinze milliards de dollars.

¹ O. Dabène, « 1969. Quarante ans d'intégration et désintégration », *Amérique latine. Political Outlook 2009*, pp. 18-21 (www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/OUTLOOK%202009%20OPALC.pdf).

² Lire l'article de Frédéric Louault dans ce volume.

La réaction du président mexicain Peña Nieto est prompte : il annule sa visite à Washington initialement programmée pour le 31 janvier. Le ton est donné. Le Mexique, comme le reste de l'Amérique latine et du monde, est désormais suspendu aux tweets de Donald Trump, qui multiplie les annonces intempestives.

Soucieux de tenir ses promesses de campagne, Trump fait de la relation avec le Mexique une priorité de son agenda politique. Le Mexique présente en effet deux caractéristiques qui convergent dans l'esprit des électeurs de Trump : ce pays a largement bénéficié des délocalisations industrielles causées par l'Aléna et il continue à exercer sur les Etats-Unis une pression migratoire insupportable. Cette double mobilité, des entreprises vers le sud et des migrants vers le nord, est censée accentuer les pressions à la baisse sur les salaires aux Etats-Unis. La renégociation de l'Aléna et la construction d'un mur doivent permettre aux Etats-Unis de retrouver leur dynamisme économique perdu depuis des décennies, et de compenser les pertes de pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Rien pourtant n'a pu se faire rapidement en 2017. Les Mexicains ont d'emblée refusé de payer pour la construction du mur, et ils ont défendu des positions très fermes concernant l'Aléna. Afin d'être écoutés, ils ont menacé de cesser toute collaboration avec les Etats-Unis pour réguler les flux migratoires en provenance d'Amérique centrale ou pour lutter contre le trafic de drogue. Ils ont enfin évoqué la possibilité d'importer des produits agricoles en provenance d'Argentine ou du Brésil en représailles à d'éventuelles mesures protectionnistes. Les Mexicains ont ainsi su trouver des alliés politiques dans les régions des Etats-Unis susceptibles d'être affectées par ces mesures.

Concernant Cuba, les engagements pris par Trump durant sa campagne n'ont pas non plus été suivis d'effets tangibles en 2017. Le 16 juin, dans un discours prononcé à Miami devant les opposants historiques au régime castriste, Trump a remis en cause l'ensemble de la politique de son prédécesseur. Dans la foulée, il a limité les possibilités de voyager dans l'île et interdit aux entreprises américaines de faire des affaires avec des partenaires liés à l'armée (très présente dans le secteur du tourisme). Même si ces décisions risquent de freiner sérieusement le boom du tourisme en provenance des Etats-Unis qu'avait enregistré Cuba en 2016, Trump ne revient pas sur le rétablissement des relations diplomatiques ni sur la politique migratoire, et ne retourne pas non plus à l'époque des sanctions économiques sévères. La coopération dans le domaine de la lutte contre le narcotrafic est quant à elle préservée.

La même ambiguïté a caractérisé l'attitude de Trump concernant l'évolution de la crise vénézuélienne³. Le « coup d'Etat au ralenti » évoqué dans l'introduction de *Amérique latine - L'année politique 2016*⁴ s'est accéléré au printemps 2017, avec les décisions 155 et 156 du Tribunal suprême de justice (TSJ). La première enjoint au président vénézuélien de prendre toutes les mesures « civiles, économiques, pénales, administratives, politiques, juridiques et sociales » pour éviter un « état de commotion » et l'autorise à légiférer en matière de lutte contre le terrorisme. Elle déclare aussi les parlementaires d'opposition qui se réfèrent à la Charte démocratique interaméricaine passibles du délit de « trahison à la patrie » pour lequel leur

³ Lire l'article de Javier Corrales dans ce volume.

⁴ O. Dabène, « La démocratie sur le fil du rasoir », in Opalc, *Amérique latine - L'année politique 2016 / Les Etudes du CERI*, n° 226-227, janvier 2017, pp. 4-7, www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_226-227.pdf.

immunité peut être levée. Dans la seconde, le TSJ s'octroie les « compétences parlementaires » tant que persiste « l'invalidité des actes de l'Assemblée nationale »⁵. Ces décisions, que le TSJ a partiellement amendées⁶, ont été à l'origine de plusieurs mois de manifestations violemment réprimées et d'emprisonnement de nombreux opposants.

La dérive autoritaire s'est encore accentuée avec le choix d'un mode de scrutin pour l'élection d'une assemblée constituante garantissant le succès des chavistes, puis avec le pouvoir absolu qui lui a été conféré par décret⁷.

Face à cette situation, le président Trump a tergiversé et multiplié les maladroites. Il a d'abord dédaigné les démarches de l'Organisation des Etats américains (OEA), puis il s'est enflammé en déclarant qu'il « n'écarterait pas l'option militaire » pour répondre à la crise. En août, il a pris des sanctions économiques sévères contre le Venezuela⁸ qui ont offert à Maduro des raisons supplémentaires d'imputer l'origine de la crise à une agression extérieure. Ces prises de position ont été critiquées dans toute l'Amérique latine mais Trump n'a pas pris la peine de se montrer rassurant à l'occasion des visites officielles à Washington des présidents argentin, colombien, panaméen et péruvien, ni lors d'un dîner offert le 18 septembre aux présidents brésilien, colombien et panaméen ainsi qu'à la vice-présidente argentine. Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 19 septembre, il a fustigé la « dictature socialiste » de Maduro et menacé de prendre des mesures plus sévères si le Venezuela « persiste dans sa stratégie d'imposition d'un gouvernement autoritaire ».

L'Amérique latine divisée

Les errements de Trump ont contrasté avec la détermination de l'OEA, mais des limites à son action sont vite apparues. Le rapport du secrétaire général Luis Almagro publié en mai 2016 a été actualisé⁹ et le 23 mars, quatorze pays¹⁰ ont adopté une déclaration sur le Venezuela¹¹ demandant la libération des prisonniers politiques, le respect des décisions de l'Assemblée nationale et l'élaboration d'un calendrier électoral. Une réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OEA a ensuite été convoquée le 3 avril à l'initiative du Mexique. Le Venezuela s'est fermement opposé à la tenue de cette réunion, menaçant de se retirer de l'organisation.

⁵ Invalidité (*desacato*) que le TSJ a lui-même déclarée le 5 janvier 2016.

⁶ Le TSJ (décision 157) a annulé l'alinéa concernant la levée de l'immunité des parlementaires (mais pas l'accusation de trahison), ainsi que celui qui ordonnait au président de prendre les mesures internationales qu'il estime pertinentes et nécessaires pour sauver l'ordre constitutionnel. Par ailleurs, la décision 158 du TSJ révisait la décision 156 en éliminant l'article évoquant un transfert des compétences législatives au TSJ. Elle confirme néanmoins l'invalidité (*desacato*) des actes législatifs.

⁷ Disponible en ligne : <http://unionradio.net/wp-content/uploads/2017/08/Decreto-de-Ratificacion-del-CNE.pdf?x34143>.

⁸ Détail des sanctions disponible en ligne : www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/08/25/presidential-executive-order-imposing-sanctions-respect-situation.

⁹ Disponible en ligne : www.oas.org/documents/spa/press/informe-VZ-spanish-signed-final.pdf.

¹⁰ Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay.

¹¹ Disponible en ligne : www.gob.mx/sre/articulos/declaracion-sobre-venezuela-100890?idiom=es.

Finalement, seuls vingt-trois pays¹² sur trente-quatre ont participé aux débats, dix-neuf¹³ d'entre eux approuvant une décision¹⁴ condamnant le « viol de l'ordre constitutionnel » au Venezuela. Quelques minutes plus tard, ce dernier annonçait son retrait de l'OEA.

Pour autant, ce groupe de dix-neuf pays s'est montré divisé quant à la démarche à adopter. Certains souhaitaient appliquer la Charte démocratique de l'OEA en pointant une « altération de l'ordre constitutionnel qui affecte gravement l'ordre démocratique ». D'autres, comme l'Uruguay, estimaient que la Charte démocratique n'était pas applicable au cas du Venezuela.

Lors de la 47^e session de l'Assemblée générale de l'OEA à Cancun en juin, le Mexique a échoué dans sa tentative de réunir les voix nécessaires pour condamner le Venezuela¹⁵. Le soutien à Maduro des petites îles de la Caraïbe dépendantes du pétrole vénézuélien, et le peu d'intérêt des Etats-Unis à les faire changer d'avis, ont fait la différence.

Pourtant, le président vénézuélien n'a laissé planer aucun doute sur ses intentions. En pleine campagne pour l'élection de l'assemblée constituante, il déclarait le 27 juin : « si le Venezuela est soumis au chaos et à la violence, et si la révolution bolivarienne est détruite, nous irons au combat. Nous ne nous rendrons jamais et ce qui n'aura pas été fait grâce aux votes, nous le ferons avec les armes¹⁶ ».

Le 8 août, douze pays¹⁷ ont signé la déclaration de Lima¹⁸ condamnant la « rupture de l'ordre démocratique au Venezuela », notion évoquée dans les clauses démocratiques du Mercosur et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) pour justifier la suspension d'un membre. Le même jour, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) tenait à Caracas une réunion de soutien à Maduro. La déclaration finale critique les sanctions économiques et appelle à un dialogue constructif et respectueux¹⁹.

Le Mercosur s'est aussi montré très ferme avec le Venezuela, consacrant le virage conservateur de l'Argentine et du Brésil. Mais là encore, des dissensions sont apparues. Lors du sommet du Mercosur en juillet, le président uruguayen Tabaré Vázquez a imposé une ligne plus complaisante, afin d'éviter les accusations d'ingérence que Maduro ne manquerait pas d'exploiter à son profit. Au dernier trimestre 2017, l'arrêt des manifestations de rue et la victoire controversée des chavistes aux élections régionales du 15 octobre ont fait tomber une chape de plomb sur le pays. La reprise d'un timide dialogue entre le gouvernement et l'opposition n'a pour l'heure rien donné, et la résignation semble s'imposer.

¹² Les alliés du Venezuela qui ont tenté d'annuler la session et n'ont ensuite pas pris part aux discussions sont l'Equateur, la Bolivie, le Nicaragua et le bloc caribéen.

¹³ Le Salvador, la République dominicaine, les Bahamas et le Belize se sont abstenus.

¹⁴ Disponible en ligne : www.oas.org/es/centro_noticias/comunicado_prensa.asp?sCodigo=C-022/17.

¹⁵ Une telle résolution doit être votée par les deux tiers des membres, soit vingt-quatre voix. Or huit pays se sont abstenus (Equateur, Salvador, Grenade, Haïti, République dominicaine, Surinam, Trinidad et Tobago, Antigua et Barbuda) et cinq ont voté contre (Nicaragua, Saint-Christophe et Neves, Saint-Vincent et Grenadines, Bolivie, Dominique).

¹⁶ Disponible en ligne : www.youtube.com/watch?v=ykbvFbVfBJA.

¹⁷ Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou.

¹⁸ Disponible en ligne : www.gob.mx/sre/prensa/declaracion-de-lima?state=published.

¹⁹ Disponible en ligne : <http://minci.gob.ve/2017/08/alba-tcp-rechaza-injerencismo-estadounidense-venezuela-aboga-dialogo-constructivo-facilitar-la-estabilidad-politica/>.

Libre-échange latino-américain contre protectionnisme nord-américain

Ailleurs dans le continent, les diatribes de Trump contre les accords de libre-échange ont provoqué une accélération des discussions en vue de rapprocher le Mercosur et l'Alliance du pacifique (AP).

Le 7 février, une visite d'Etat du président argentin Mauricio Macri au Brésil a ranimé le Mercosur. Un appel a été lancé au Mexique pour qu'il s'en rapproche, dans la perspective d'un démantèlement de l'Alena. Le même jour, le secrétaire général de l'Association latino-américaine d'intégration (Aladi) a proposé un accord économique commercial intégral, associant tous les accords existant, y compris le Système d'intégration centraméricain (SICA). Le 12 février, Mauricio Macri s'est rendu à Chacabuco au Chili et a annoncé avec la présidente Bachelet une réunion ministérielle Mercosur-AP pour avril. La déclaration de Chacabuco est empreinte d'une tonalité antiprotectionniste destinée à positionner l'Amérique du Sud face à Trump. En juin, Macri s'est de nouveau rendu au Chili pour faire avancer la discussion sur le rapprochement Mercosur-AP. Quelques semaines plus tard, lors du 12^e sommet de l'AP à Cali (Colombie), l'élargissement de l'AP à toute l'Amérique du Sud a été évoqué²⁰.

Cette intense activité diplomatique est le produit de l'isolement des Etats-Unis de Trump et de l'absence du leadership brésilien qui libèrent les puissances moyennes (Mexique et Argentine notamment). Elle reflète aussi le virage politique de l'Amérique du Sud qui envisage à nouveau de développer le libre-échange dans la région.

Vers un Plan Colombie en Amérique centrale ?

Il reste à noter qu'en Amérique centrale, les Etats-Unis ont tenté d'enrayer les vagues migratoires autrement qu'en taçant le Mexique. Dans un article paru dans le *Miami Herald*²¹, Rex Tillerson, secrétaire d'Etat, John Kelly, secrétaire pour la Sécurité intérieure et Luis Alberto Moreno, président de la Banque interaméricaine de développement (BID) suggéraient d'approfondir le programme Alliance pour la prospérité du triangle du Nord, lancé en 2014 par Obama, sur le modèle du Plan Colombie. La conférence sur la prospérité et la sécurité de l'Amérique centrale, qui s'est déroulée à Miami en juin a été l'occasion de discuter, avec le Mexique, d'une stratégie visant à dissuader les candidats au départ dans les pays d'Amérique centrale affectés par la violence. Il reste à en mesurer les effets concrets.

²⁰ Déclaration finale disponible en ligne : <https://alianzapacifico.net/declaracion-de-cali/>.

²¹ « Exclusive : White House building prosperity to ensure security in Central America », *Miami Herald*, 15 juin 2017.